Anna BELLAVITIS, *Famille, genre, transmission à Venise au XVI^e siècle*

Rome, École française de Rome, 2008, Coll. de l'EFR, 408, 241 pages.

Didier Lett

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/clio/10393>

DOI : [10.4000/clio.10393](https://doi.org/10.4000/clio.10393)

ISSN : 1777-5299

Éditeur

Belin

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2011

Pagination : 286-289

ISBN : 978-2-8107-0170-4

ISSN : 1252-7017

Référence électronique

Didier Lett, « Anna BELLAVITIS, *Famille, genre, transmission à Venise au XVI^e siècle* », *Clio. Femmes, Genre, Histoire* [En ligne], 34 | 2011, mis en ligne le 09 décembre 2011, consulté le 24 mars 2023. URL : <http://journals.openedition.org/clio/10393> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/clio.10393>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mars 2023.

Tous droits réservés

Anna BELLAVITIS, *Famille, genre, transmission à Venise au xvi^e siècle*

Rome, École française de Rome, 2008, Coll. de l'EFR, 408, 241 pages.

Didier Lett

RÉFÉRENCE

Anna BELLAVITIS, *Famille, genre, transmission à Venise au xvi^e siècle*, Rome, École française de Rome, 2008, Coll. de l'EFR, 408, 241 pages.

- 1 Cet ouvrage, issu d'une habilitation à diriger des recherches, propose une réflexion sur la transmission à l'intérieur des familles vénitiennes du xvi^e siècle avec le constant souci de montrer des différences de pratique entre hommes et femmes et entre milieux sociaux. Le plan adopté révèle en partie le projet : la première partie (« Familles dans la cité ») étudie les lois qui réglementent la succession, la restitution de la dot à la veuve et l'attribution des tuteurs aux orphelins de père en l'absence de testament et la manière dont ces lois sont mises en pratique dans les sentences rendues par les cours civiles. La seconde partie (« Projets et pratiques de transmission ») est consacrée aux modes de transmission des biens et des valeurs à travers l'étude de 850 testaments de tous les groupes sociaux vénitiens (excepté le patriciat déjà bien étudié par ailleurs). Cette opposition radicale entre « succession légitime », c'est-à-dire réglementée par la loi, et « succession testamentaire » permet de mesurer les écarts entre normes juridiques et stratégies des acteurs et des actrices, et de montrer comment ces derniers ont su, au-delà des normes, opérer des choix individuels.
- 2 Dans la première partie, après avoir examiné rapidement le contexte social, juridique et culturel de Venise au xvi^e siècle (chapitre I) l'auteure rappelle les normes vénitiennes en matière de succession : tous les enfants légitimes, fils et filles, héritent à égalité de leur mère mais pas de leur père. Les enfants illégitimes et les enfants adoptifs sont exclus de la « succession légitime » et ne peuvent donc hériter que par testament (chap. II). Dans le chapitre suivant (chap. III), l'A. passe en revue les possibilités qu'ont les

Vénitiennes de s'opposer à l'*exclusio propter dotem*. Une fille déjà dotée peut entrer dans la succession du père si sa dot ne vient pas des biens paternels. Si elle juge sa dot insuffisante, elle peut également exiger un complément en s'adressant aux magistratures. Comme à Florence, lorsque la veuve récupère sa dot, les statuts exigent son départ de la maison du mari. Mais, si dans la cité toscane la veuve n'avait guère d'autre alternative que récupérer sa dot ou abandonner ses enfants (Christiane Klapisch-Zuber), le système juridique vénitien est plus attentif à créer des compensations et des réciprocités. La restitution de l'apport dotal peut également parfois prendre de nombreuses années : la veuve demeure alors dans la maison du mari jusqu'à restitution complète de son bien. Malgré cela, les veuves sont souvent obligées de se battre pour récupérer leur dot, comme le montre l'auteure à partir des sentences rendues par les Juges du *Proprio* aux cours des années 1592-1593. Dans les affaires concernant des restitutions de dot, les patriciens sont surreprésentés car, dans ces milieux, non seulement la valeur des dots est très élevée et représente donc un enjeu économique de taille, mais l'écart d'âge au mariage est beaucoup plus fort que dans les groupes populaires : la veuve, encore jeune, peut se remarier et demande plus fréquemment à récupérer sa dot. Les veuves vénitiennes doivent également se battre pour conserver la tutelle « légitime » de leurs enfants (chap. IV). Ne possédant pas la *patria potestas*, celles qui veulent conserver leurs enfants auprès d'elle sont contraintes (à moins que le mari ait désigné des tuteurs en faisant un testament) de s'adresser aux *Giudici di Petizion*. L'auteure a étudié l'attribution des tuteurs par cette magistrature à travers des sentences rendues entre 1554 et 1556 et entre 1591 et 1593. On constate que si les mères acquièrent sans trop de difficultés la *cura* (s'occuper d'enfants mineurs), elles peinent davantage à obtenir la *tutela* (gérer leurs biens), même si à Venise (et sans doute ailleurs aussi), dans la pratique les deux fonctions se confondent dans la *commissaria*.

- 3 Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteure insiste sur l'importance du testament comme document privilégié de la transmission et signale qu'à Venise la légitime (part destinée aux enfants, quoi que fasse un testateur) représente un tiers de l'héritage paternel (chap. V). Les trois chapitres suivants analysent les comportements testamentaires de trois « catégories sociales ». L'auteure étudie d'abord 200 testaments d'artisans et des gens du « peuple » (petits commerçants, domestiques) (chap. VI). Elle relève, entre autres, l'importance de l'adoption ou d'autres formes d'accueil d'enfants sans famille et le nombre élevé de femmes mariées sans progéniture qui rédigent un testament pour favoriser leur mari (manière de percevoir un attachement conjugal) aux dépens de leur famille d'origine. Bien souvent donc, « les legs viennent compenser les exclus de l'héritage » (p. 135) en particulier le fils d'un premier lit et les filles. L'étude des cas de femmes ayant testé deux ou trois fois est particulièrement éclairante car elle autorise à dessiner une évolution, à montrer une adaptation des stratégies féminines au cours d'une vie, pour assurer par exemple le minimum vital à un enfant illégitime. L'analyse des testaments émanant du monde du commerce (chap. VII) atteste qu'ici le but des hommes est surtout de perpétuer la compagnie marchande. Il est fréquent que toute la fratrie soit choisie comme héritière collective pour poursuivre l'activité paternelle. Si, dans les milieux artisanaux, c'est plutôt le couple qui est la « structure portante », les gens de commerce privilégient le groupe des frères. On remarque enfin que dans ce milieu marchand l'épouse joue dans la boutique un rôle essentiel. Le dernier chapitre, enfin, porte sur les testaments des docteurs, notaires,

secrétaires de la République : les hommes transmettent en priorité à leurs fils un capital culturel (livres ou legs pour payer des études).

- 4 L'auteure démontre parfaitement qu'il ne peut y avoir d'étude efficace des testaments sans une parfaite connaissance du système juridique en place. Non seulement le testament n'est qu'une « déclaration d'intentions » et ne nous informe pas sur ce qui a été *réellement* fait, mais surtout, « pour comprendre quand et pourquoi on faisait un testament, il faut avoir toujours à l'esprit la norme statutaire sur la succession *ab intestato* » (p. 97). Ensuite, l'auteure, en menant une réflexion nourrie sur la dot, oblige à repenser ce que la propriété signifie au Moyen Âge et à l'époque moderne : la *proprietas* du bien passe du père à la fille mais cette dernière n'en a jamais la *possessio*, transférée au mari. Il faut attendre le décès de ce dernier pour voir la mise en adéquation entre propriété et possession. Puis on relèvera la volonté de l'auteure d'introduire une dimension politique dans les formes de transmission familiale des biens et des valeurs car, à la suite des travaux d'Isabelle Chabot ou de Stanley Chojnacki sur les systèmes dotaux, elle pense que le contrôle de la dot et la stricte réciprocité dans le régime matrimonial et dans les mécanismes de l'alliance sont des moyens pour l'élite de se maintenir au pouvoir. À travers les lois, les pères et les maris contrôlent les femmes mariées. Il existe en effet un lien étroit à partir des xiii^e-xiv^e siècles entre l'établissement d'un gouvernement de patriciens et les changements dans l'ordre du mariage, l'élite cherchant à imposer de nouvelles règles. La législation sur la dot et sur le mariage doit être vue comme un moyen efficace de maintenir un équilibre entre les lignages patriciens. À partir des xiv^e-xv^e siècles, la parenté s'organiserait donc davantage de manière horizontale, c'est-à-dire que l'alliance jouerait un rôle plus important que la filiation. Le mariage est au centre de cette évolution. Il est de plus en plus endogamique socialement et même en termes de consanguinité. Enfin, à la suite des travaux essentiels de Bernard Derouet, l'A. insiste sur la nécessité de prendre en compte la notion de temps entre hommes et femmes au regard de l'héritage. Puisque « les fils héritent à la mort des parents, les filles au moment du mariage » (p. 95), « la récupération de l'héritage paternel n'est pas subordonnée, pour les filles mariées, à la mort du père, mais à celle du mari » (p. 59). En d'autres termes, c'est l'alliance qui est la préoccupation des sœurs et la filiation qui est au centre de celle des frères. Ce schéma est valide bien sûr si l'on accepte l'idée émise il y a déjà fort longtemps par Jack Goody selon lequel, dans le système bilatéral de transmission occidentale, l'héritage se transmet sous deux formes : de dotation ou d'héritage (*diverging devolution*). Le mariage et la succession constituent donc deux phases chronologiquement différenciées mais complémentaires du processus de dévolution patrimoniale.
- 5 Au total donc, il s'agit là d'une très belle étude qui atteste que la catégorie du genre est une « catégorie utile d'analyse historique » non seulement dans une perspective d'histoire culturelle ou des représentations mais dans une perspective d'histoire sociale. Ce livre ouvre des pistes très fécondes sur le droit des femmes à la possession et sur leur capacité ou non à transmettre des biens matériels et symboliques et, plus généralement, sur l'aptitude des acteurs à adopter des stratégies et à contourner les normes.

AUTEURS

DIDIER LETT

Didier Lett est professeur d'histoire médiévale à l'Université Denis-Diderot (Paris 7). Spécialiste de l'enfance, de la famille, de la parenté, du genre et de la société des Marches (Italie) à la fin du Moyen Âge, il a publié dernièrement *Un procès de canonisation au Moyen Âge. Essai d'histoire sociale. Nicolas de Tolentino, 1325*, Paris, Presses Universitaires de France (Le Nœud Gordien), 2008 et *Frères et sœurs. Histoire d'un lien*, Paris, Payot, 2009. didier.lett@wanadoo.fr